

<http://lipietz.net/Du-jardin-a-la-planete>

Les Humains associés n°6

Du jardin à la planète

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : samedi 1er janvier 1994

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Dès qu'elle cherche à penser l'échelle géographique de son action, l'écologie politique est déchirée entre deux exigences, ou plutôt deux aspirations contradictoires.

D'un côté, comment ne pas être saisi d'un immense sentiment de responsabilité face à ce vaisseau fragile lancé dans l'univers, la Terre, petite bulle bleue que notre irresponsabilité risque de cribler de champignons atomiques, de priver de sa couche d'ozone protectrice, de chanceler par nos rejets de gaz à effet de serre qui, dans les décennies à venir, vont bouleverser les climats, perturber les courants marins, faire monter le niveau des eaux ? Face à ces risques planétaires, la prise de conscience du "global" déboucherait volontiers sur l'exigence d'un ordre mondial, de dispositifs politiques de régulation à l'échelle de la planète, pourquoi pas d'un gouvernement mondial ?

Mais d'un autre côté, l'aspiration écologiste la plus immédiate, c'est de reprendre en main cette bulle infiniment plus proche, ce petit monde qui s'étend aux pieds de notre escalier, à l'entour de notre jardin, et que nous partageons avec une communauté concrète de gens que nous connaissons, que nous aimons ou détestons, mais avec qui nous pouvons discuter et passer des compromis. Car cette bulle locale, nous sommes condamnés à l'habiter ensemble. Or cette bulle-ci, notre "environnement" (qui dit *environnement* dit *environs*), dont le gouvernement devrait être l'expression de la démocratie la plus directe, elle nous échappe, elle nous semble un hochet agité, trituré par quelques forces, par quelques géants extérieurs : les vents de la concurrence mondiale, l'arbitraire de l'État national ou de ces super-États comme l'administration européenne de Bruxelles.

"Penser globalement, agir localement" : telle est la devise par laquelle les écologistes ont longtemps cherché à tenir les deux bouts de la contradiction. Une devise assurément juste et toujours valable. Essayons de la décortiquer.

Agir localement : c'est la volonté de prendre en charge son environnement. C'est la revendication d'un *droit*, d'abord, contre le centralisme, le totalitarisme de l'État-nation et du marché mondial, l'expression d'une volonté de penser et d'agir par soi-même, à son échelle, sans délégation ni subordination à un Grand génie extérieur, l'exigence d'une régionalisation, voire d'une municipalisation du pouvoir politique. Mais c'est aussi la prise de conscience de *devoirs*, d'une responsabilité : agir localement parce qu'on n'a aucune excuse de ne pas le faire, ou de le faire mal, parce que localement on peut mesurer ce qu'il en coûte au voisin de s'agiter dans sa propre bulle, parce que, si un battement d'ailes de papillon finit par codéterminer le régime des vents sur toute la planète dans les modèles d'aérodynamique non-linéaire, à plus forte raison nous pouvons intégrer que chacun de nos voyages en voiture contribue à réchauffer l'atmosphère, fait monter les eaux dans le golfe du Bengale, dessèche un peu plus le Sahel.

Penser globalement, parce que c'est la pensée du global qui nous appelle à cette responsabilité locale, parce que nous devons apprendre à sortir des compromis de notre bulle locale pour mesurer les dégâts sur la bulle globale. Parce que la devise de l'écologie n'est pas : "Not in my back yard" (*pas dans mon jardin*). Parce que l'écologie politique fait siennes les devises de l'humanisme fondamental, de TERENCE et Dostoïevski à Emmanuel Levinas et Hans Jonas, : "Je suis homme, et rien d'humain ne m'est étranger", "Nous sommes tous responsables de tout et devant tous, et moi particulièrement". Parce que la responsabilité ne peut se fonder que sur la *connaissance* : la connaissance des autres bulles particulières, celle des *seringueiros* d'Amazonie, comme celle des villages du Burkina et du Bangladesh, celle des bidonvilles de Lima ou des camps de réfugiés de Gaza. La connaissance aussi des multiples liaisons entre toutes les bulles : à travers la dette, comme à travers les cris de haine, à travers le cours des matières premières, comme à travers l'émission de gaz polluants.

Si tous les hommes, toutes les femmes avaient cette connaissance merveilleuse, si leur âme et leur esprit faisaient le compte des conséquences les plus lointaines de chacun de leurs actes, si leur amour des autres et de la nature

inspirait chacune de leurs actions, point ne serait besoin d'aller au-delà de cette maxime : "penser globalement, agir localement".

Seulement voilà : les humains ne sont pas parfaits. Ils ne voient même pas les conséquences de leurs actes minuscules, démultipliés par leur multitude. Qu'est-ce que cinq tonnes de carbone rejetées chaque année dans l'immensité des vents ? Mais quand les 250 millions d'habitants des États-Unis en font autant, ils sont 250 millions de criminels. Et quand même ils le sauraient, peut-on parier qu'ils en tiendraient compte ? "Notre mode de vie n'est pas négociable !" opposa fermement l'ex-président Bush aux négociations de Rio. On n'est même pas sûr que ce cynisme lui coûta sa réélection...

Les hommes sont cyniques, égoïstes, leur courte vue n'est que l'aveuglement de celui qui se bouche les yeux : telle est la base de la nécessité des lois. Et puisqu'il faut les empêcher de nuire globalement, il faut des lois globales. Et quand bien même nous penserions que l'homme est perfectible, le "principe de précaution" appelle la politique écologique à faire, par prudence et réalisme, comme s'il ne l'était pas. Et s'il faut agir globalement, il faut les convaincre, sur le terrain, par des compromis locaux, à accepter des lois globales. *Agir globalement, penser localement* : telle doit aussi être la devise de la *real-oekologie*.

Agir globalement : c'est fixer des règles d'ordre supérieur (par rapport aux bulles locales), et se donner les moyens de les faire appliquer. Il s'agit d'empêcher les effets de composition pervers, d'empêcher ces conduites déviantes qui paraissent localement profitables, mais qui par leur masse, peuvent avoir des conséquences désastreuses sur l'ensemble, ou simplement sur d'autres localités. Fixer des minimums de salaires ou des maximums de durée du travail, des normes de pollution, stabiliser les cours des matières premières, en un mot, régler le jeu aveugle des égoïsmes et des concurrences sur le marché mondial, pour sélectionner les pratiques mutuellement profitables.

Penser localement : c'est mesurer combien il est difficile de faire admettre localement une règle globale, si profitable soit-elle à terme pour tous (et notamment pour les générations futures qui ne peuvent ni voter, ni manifester), quand elle semble contrevenir à la liberté de chacun, à l'intérêt immédiat de chacun, et même aux compromis localement acceptés. C'est réfléchir aux conditions de la *légitimité* des lois et des gouvernements. Légitimité qui s'impose parfois globalement ("Tu ne tueras point"), mais qui se dissipe dans les brumes de la spéculation et des contestations : "Pourquoi est-ce à moi de restreindre ma consommation alors que l'autre va continuer, et cela pour un résultat incertain et lointain ?"

Que les hommes obéissent spontanément aux lois sans le recours de la force est un miracle. La philosophie du XVIII^e siècle, celle du contrat social, et, encore plus exigeante, celle du Contrat Naturel que les "écologistes de la responsabilité" (Hans Jonas, Michel Serres) essaient de lui substituer, cherchent à accomplir ce miracle par la persuasion, par l'incantation. Dans la réalité, ce miracle ne s'est jusqu'ici historiquement accompli que par deux voies : la religion et la nation.

Les religions sont des forces symboliques qui se transforment progressivement en responsabilité intériorisée. Les Dix commandements nous paraissent "naturels" mais fondèrent longtemps leur efficacité sur la peur de l'enfer et du châtement divin. Aujourd'hui encore, la morale chrétienne laïcisée doit s'adosser à des lois et des châtements laïcs, tandis que la religion catholique prend du retard sur les formes plus élevées de la morale laïque : elle refuse l'autonomie de la tendresse sexuelle par rapport à la reproduction, elle tolère la peine de mort et ignore l'égalité essentielle entre les femmes et les hommes. On peut concevoir une morale écologique pour notre temps, on ne peut plus concevoir une religion pour notre temps, en tout cas elle n'aurait pas "force de loi".

La nation est cette grande bulle où nous acceptons d'obéir aux lois, même si nous les contestons, même si nous sommes dans la minorité qui ne les a pas votées. Nous acceptons d'attendre pour modifier la loi, nous acceptons la volonté des autres hommes, parce que nous intériorisons une communauté de destin avec des dizaines de millions

de femmes et d'hommes que nous ne connaissons jamais, qui ne sont pas nos "prochains", notre "environnement" direct, mais qui partagent avec nous un passé de sacrifices, de valeurs et d'habitudes historiquement construites, et un présent d'espérances. *La nation*, dit Renan, est un plébiscite de tous les jours : c'est le choix de continuer à vivre ensemble. C'est, à l'heure actuelle, la plus haute des bulles légitimées.

Or, face à la concurrence sur le marché mondial, face aux risques écologiques planétaires, cette bulle est déjà trop petite, et trop souvent fondée sur la haine des autres bulles. Agir globalement et penser localement, c'est construire des règles et des autorités supranationales jouissant de la légitimité de la nation. C'est donc, petit à petit, faire mûrir dans les communautés locales (dont les plus enveloppantes sont, pour le moment, les nations) la conscience du destin commun, de valeurs communes, de nécessités communes, d'avantages réciproques supérieurs, et agir politiquement, diplomatiquement, pour codifier internationalement des règles que les majorités locales soient prêtes à accepter.

D'où l'erreur du traité de Maastricht qui délèguait au club des exécutifs nationaux et à la technocratie bruxelloise le soin de construire la "maison commune" européenne. Sans la construction culturelle du sentiment d'appartenance à une Europe fixant les droits et les devoirs de chacun, sans l'onction du suffrage universel et d'un Parlement Constituant, les lois venues de Bruxelles ne pourraient apparaître qu'étrangères (même pour les Belges !). On voit aujourd'hui les plus chauds partisans de Maastricht s'opposer à un accord C.E.E.-U.S.A. au GATT parce qu'il condamne une majorité de paysans français !

L'Europe ne se construira que par une autre voie : par le montage progressif d'institutions garantissant le bien-être social et organisant la responsabilité écologique, en laissant au "local" (municipalités, régions ou nations), c'est-à-dire aux "bulles" accessibles par la pratique démocratique, l'essentiel des prérogatives concernant le gouvernement de la vie de tous les jours.

Quant au niveau mondial... Si la conférence de Rio n'a obtenu que de faibles résultats, c'est à cause du cynisme de l'administration Bush, mais aussi parce que les pays et les peuples du Sud ne pouvaient tolérer une "autorité écologique mondiale" qui leur imposerait ses diktats, comme le Conseil de Sécurité de l'ONU ou le FMI.

Les peuples du Sud sont prêts à accepter une autorité qui garantirait les droits de l'homme, qui protègerait les droits de la nature et des générations futures, sans sacrifier les droits de tous les vivants à une vie décente. Cette autorité, à l'heure actuelle, serait plutôt de forme "judiciaire" : elle aurait le droit d'entendre des plaignants qui pourraient être des O.N.G. (Organisations non-gouvernementales), elle pourrait condamner des États dont les pratiques violeraient les droits de l'homme et de la nature tels qu'ils sont d'ores et déjà unanimement reconnus. Elle n'aurait sans doute pas avant longtemps les moyens de faire appliquer ses arrêts. Elle serait pourtant l'amorce d'une légitimité planétaire. Ce serait un début...

Voir l'article dans [Les Humains associés](#)